



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

LILLE, le 19 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCAPARTOIS

Zone Industrielle Arras Est
B.P. 69
62217 TILLOY LES MOFFLAINES

Références : 125-2023
Code AIOT : 0007002215

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2023 dans l'établissement SCAPARTOIS implanté Zone Industrielle Arras Est Rue de Niepce - B.P. 69 62217 TILLOY LES MOFFLAINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France, plus particulièrement dans le plan d'action régional d'inspection « post accident de Rouen » menée sur les entrepôts de stockage. Elle traite les suites de l'inspection réalisée en date du 07/07/2022, ayant proposé un projet d'arrêté de mise en demeure pour lequel l'exploitant a informé l'inspection d'éléments complémentaires à posteriori de l'inspection. Ce projet d'arrêté de mise en demeure n'a pas été pris en fin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPARTOIS
- Zone Industrielle Arras Est Rue de Niepce - B.P. 69 62217 TILLOY LES MOFFLAINES
- Code AIOT : 0007002215
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site de la société SCAPARTOIS est implanté dans la zone industrielle Est d'ARRAS sur la commune de TILLOY-LES-MOFFLAINES.

L'activité de la société SCAPARTOIS est la réception, le stockage, la préparation et l'expédition des marchandises vers les magasins du Mouvement E.Leclerc.

Les produits stockés sont majoritairement des produits de grande consommation : denrées alimentaires non périssables, boissons et produits de brasserie, produits frais et ultra-frais, produits destinés à l'alimentation des animaux et produits appelés "bazars". Pour cela, la société SCAPARTOIS possède un entrepôt frais et deux entrepôts secs.

La société est autorisée par arrêté préfectoral du 07 novembre 2011 modifié le 04/04/2015 et le 21/09/2018.

La particularité du site est d'exploiter deux cellules grande hauteur, entièrement automatisées, autorisées par arrêté préfectoral complémentaire du 21/09/2018 (demande du pétitionnaire déposée avant le 1er juillet 2017).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative 1510 (mise à jour)
- Etat des stocks
- Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
- Moyens de secours
- Gestion des déchets sur le site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives. » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative 1510 (mise à jour)	Décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature ICPE, article 3	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, observation	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, observation n°1	Sans Objet
Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)	AP Complémentaire du 21/09/2018, 7 (7.3.2.5.2)	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, Observations 2 à 7	Sans Objet
Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)	AP Complémentaire du 21/09/2018, 7 (7.3.2.5.2)	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, Non-conformité n°1	Sans Objet
Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)	AP Complémentaire du 21/09/2018, 7 (7.3.2.5.2)	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, Non-conformité n°2	Sans Objet
Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)	AP Complémentaire du 21/09/2018, 7 (7.3.2.5.2)	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, Non-conformité n°3	Sans Objet
Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)	AP Complémentaire du 21/09/2018, 7 (7.3.2.5.2)	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, Non-conformité n°4	Sans Objet
Moyens de secours	AP Complémentaire du 21/09/2018, 9	Suites de l'inspection menée en date du 07/07/2022, observations 8 et 9	Sans Objet
Gestion des déchets sur le site	AP Complémentaire du 21/09/2018, article 4, article 4.1	/	Sans Objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection, annoncée au préalable, a permis de vérifier les éléments présentés dans les courriers adressés à l'inspection par l'exploitant en date du 12 décembre 2022 et du 25 janvier 2023 sur les suites de l'inspection réalisée en date du 07/07/2022.

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'Inspection de l'Environnement a relevé:

- les non-conformités établies le 07/07/2022 peuvent être levées,

- 1 fait susceptible de suites (mise à jour administrative à produire sur la rubrique ICPE 1510),
- des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21/09/2018 devront être mises à jour,
- 10 observations.

2-4) Fiches de constats

Situation administrative 1510 (mise à jour)
Référence réglementaire : Décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature ICPE, article 3
Thème(s) : Mise à jour situation administrative 1510 / déclaration d'antériorité
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier 2021
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection menée en date du 07/07/2022, l'exploitant devait transmettre à la Prefecture du Pas-de-Calais une demande d'antériorité conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'environnement sur ses activités de stockage, ceci suite à la publication du décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées (sur les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663).</p> <p>A ce jour, cette déclaration n'a pas été réalisée. Elle doit être adressée dans les meilleurs délais, sous 1 mois.</p> <p>L'exploitant devra reprendre sa situation administrative autorisée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21/09/2018 applicable jusqu'au 31/12/2020 et analyser l'évolution selon le décret précité à la date du 1^{er} janvier 2021. Pour cela, il pourra voir la méthodologie définie à la fiche I.2 du Guide entrepôts version du 10 février 2023 consultable sur https://aida.ineris.fr/guides/entrepots (Fiche I.2. Définir le classement au titre de la rubrique 1510).</p> <p>Le porter à connaissance concernant l'automatisation de la cellule 2 devra comporter cette mise à jour administrative (obligatoire au préalable de toute modification sur le site). Si nécessaire, il sera complété par l'exploitant rapidement sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Etat des matières stockées
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui, le 07/07/22
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.</p>

Constats :

Par rapport à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a transmis des informations complémentaires sur l'état des stocks par courrier en date du 25 janvier 2023.

En terme organisationnel, l'exploitant a mis en place une procédure de sortie de l'état des stocks par le Service Méthodes et Process (Version 1 du 6/12/2022). Il s'agit d'un outil de compilation de données qui permet d'établir une photo de stocks rapidement et un état synthétique. Une démonstration a été faite en séance. Une photo automatique est prise également toutes les nuits.

Les produits spécifiques tels que les piles sont identifiables par lieu de stockage.

L'état des stocks synthétique pour le grand public apparaît trop détaillé.

Observation n°1: la procédure doit être annexée au POI de l'établissement (ce document est en cours de modification). **La version modifiée du POI sera transmise à l'inspection des installations classées, sous 1 mois.**

Observation n°2:

L'exploitant doit intégrer les données des matières dangereuses via les mentions de dangers (H4XX). Actuellement, l'exploitant a intégré une donnée Code Danger. **Réponse attendue sous 3 mois.**

Observation n°3:

L'état des stocks détaillé ne permet pas de quantifier le stock présent relié à l'unité de classement de la rubrique ICPE ou une unité représentative associée (exple 1510 (tonnes et volume en m³), 1630 en tonnes, etc). Actuellement, l'exploitant dispose des informations Qté UV et Qté Colis. La quantité totale présente est difficilement exploitable. **Réponse attendue sous 3 mois.**

Observation n°4:

Il conviendrait d'ajouter une zone de stockage "stocks extérieurs" dans l'état des stocks présenté. **Réponse attendue sous 3 mois.**

Observation n°5:

Il conviendrait de regrouper les produits stockés par grande famille pour le grand public (exple épicerie, huile, Droguerie Parfumerie Hygiène, etc). **Réponse attendue sous 1 mois.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2018, article 7 (7.3.2.5.2)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui, le 07/07/22
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chacun des palettiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le système de stockage étant totalement automatisé, aucune personne ne doit être présente de manière permanente • la présence de personnel doit être limitée à des opérations de maintenance • en cas d'opération de maintenance : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'information est transmise au poste de garde ◦ l'exploitation dans ces cellules est à l'arrêt ◦ à minima 2 personnes sont nécessaires, une, en intervention dans le palettier et une autre, chargée des secours et n'intervenant pas • le personnel susceptible d'intervenir dans ces cellules doit être formé et soumis à une sensibilisation à la sécurité incendie spécifique à l'intervention dans un palettier afin d'assurer des temps d'évacuation inférieurs à 7 min et 30 secondes. Une formation de descente en rappel est obligatoire. • Le processus d'évacuation et de formation du personnel de maintenance sera décrit dans la fiche de poste des agents en charge de la maintenance et reporté dans le document unique • Le temps d'évacuation prescrit ci-dessus est consigné dans un registre de sécurité afin de s'assurer du respect de ce dernier ainsi que chacune des opérations de maintenance • toute modification des palettiers susceptible de remettre en cause le temps d'évacuation du personnel défini dans les différentes études visées par le présent arrêté doit être soumis à l'avis de l'inspection des installations.
<p>Constats :</p> <p>Par rapport à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a apporté des éléments d'informations complémentaires par courrier en date du 25 janvier 2023.</p> <p>En séance, il a été rappelé:</p> <p>L'exploitant dispose d'un mode opératoire d'intervention en hauteur en zone automatisée: il s'agit de la procédure PR-SEC-04 Version 2 (date d'application du 17/07/2019), version transmise par courrier électronique en date du 07/07/2022.</p> <p>Les cellules automatisées ne comprennent pas de personnel en permanence. Les différents intervenants identifiés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - personnel de maintenance interne SCAPARTOIS: liste de 24 personnes recensées transmise par courrier du 25 janvier 2023; - personnel de maintenance WIOSS: liste de 28 personnes recensées transmise par courrier du 25 janvier 2023; - personnel de maintenance externe (non recensé mais accompagné dans le cadre d'un plan de prévention préalablement rédigé). <p>Lors de l'inspection précédente, l'inspection des installations classées avait indiqué que le mode opératoire présenté PR-SEC-04 Version 2, concerne uniquement l'intervention grande hauteur en zone automatisée. Ce mode opératoire doit être élargi, à l'intervention en zone automatisée (pas forcément grande hauteur). En séance, l'exploitant a précisé que 4 personnes, non recensées dans la liste des 24 + 28 personnes précitée, sont susceptibles de réaliser des interventions de nettoyage</p>

ou maintenance au sol, au sein de la zone automatisée. Elles ne sont actuellement pas recensées dans le protocole "zone automatisée".

Le permis d'accès à la zone automatisée est délivré via la formation LOTO (condamnation des machines).

L'exploitant a transmis par courrier en date du 25 janvier 2023, les éléments de réponse:

- un rappel a été fait aux managers sur l'importance de la relecture et la validation des rapports d'intervention en zone automatisée,
- le protocole matériel "grande hauteur" nécessaire à l'intervention grande hauteur est détaillé et explicité en formation "grande hauteur",
- la modification des fiches de poste des agents intervenant en grande hauteur concernant leur formation spécifique sur les aspects "grande hauteur",
- la procédure décrivant la démarche d'établissement du permis feu prévue sur l'ensemble du site.

Observation n°6: l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir en zone automatisée doit être identifié par l'exploitant (intégration des personnels intervenant au sol). **Réponse attendue sous 1 mois.**

Observation n°7: le mode opératoire d'intervention en hauteur en zone automatisée, procédure PR-SEC-04 Version 2 (date d'application du 17/07/2019), doit être revu par l'exploitant. Il mentionne en prérequis du processus (point 3), une formation de descente en rappel. Ce mode de descente n'est pas utilisé par l'exploitant. Il a été argumenté par courrier ABCYSS Formation en date du 7/12/2022, organisme qui acte les habilitations "grande hauteur" aux agents auto du site. **Réponse attendue sous 1 mois.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4,et 5)
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2018, article 7 (7.3.2.5.2)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui, le 07/07/22
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chacun des palettiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le système de stockage étant totalement automatisé, aucune personne ne doit être présente de manière permanente • la présence de personnel doit être limitée à des opérations de maintenance • en cas d'opération de maintenance : ◦ l'information est transmise au poste de garde ◦ l'exploitation dans ces cellules est à l'arrêt ◦ à minima 2 personnes sont nécessaires, une, en intervention dans le palettier et une autre, chargée des secours et n'intervenant pas • le personnel susceptible d'intervenir dans ces cellules doit être formé et soumis à une sensibilisation à la sécurité incendie spécifique à l'intervention dans un palettier afin d'assurer des temps d'évacuation inférieurs à 7 min et 30 secondes. Une formation de descente en rappel est obligatoire. • Le processus d'évacuation et de formation du personnel de maintenance sera décrit dans la fiche de poste des agents en charge de la maintenance et reporté dans le document unique • Le temps d'évacuation prescrit ci-dessus est consigné dans un registre de sécurité afin de s'assurer du respect de ce dernier ainsi que chacune des opérations de maintenance • toute modification des palettiers susceptible de remettre en cause le temps d'évacuation du personnel défini dans les différentes études visées par le présent arrêté doit être soumis à l'avis de l'inspection des installations.
<p>Constats:</p> <p>Non-conformité n°1 (constat établi le 07/07/2022): en cas d'intervention en zone automatisée, seul 1 transtockeur est mis à l'arrêt (allée concernée par le lieu de l'intervention) et non pas toute la cellule.</p> <p>Par courrier transmis en date du 12/12/2022, l'exploitant sollicite la mise à jour de son arrêté préfectoral sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Modifications de prescriptions

Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2018, article 7 (7.3.2.5.2)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui, le 07/07/22
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chacun des palettiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le système de stockage étant totalement automatisé, aucune personne ne doit être présente de manière permanente • la présence de personnel doit être limitée à des opérations de maintenance • en cas d'opération de maintenance : ◦ l'information est transmise au poste de garde ◦ l'exploitation dans ces cellules est à l'arrêt ◦ à minima 2 personnes sont nécessaires, une, en intervention dans le palettier et une autre, chargée des secours et n'intervenant pas • le personnel susceptible d'intervenir dans ces cellules doit être formé et soumis à une sensibilisation à la sécurité incendie spécifique à l'intervention dans un palettier afin d'assurer des temps d'évacuation inférieurs à 7 min et 30 secondes. Une formation de descente en rappel est obligatoire. • Le processus d'évacuation et de formation du personnel de maintenance sera décrit dans la fiche de poste des agents en charge de la maintenance et reporté dans le document unique <ul style="list-style-type: none"> • Le temps d'évacuation prescrit ci-dessus est consigné dans un registre de sécurité afin de s'assurer du respect de ce dernier ainsi que chacune des opérations de maintenance • toute modification des palettiers susceptible de remettre en cause le temps d'évacuation du personnel défini dans les différentes études visées par le présent arrêté doit être soumis à l'avis de l'inspection des installations.
<p>Constats:</p> <p>Non-conformité n°2 (constat établi le 07/07/2022) : le temps d'évacuation 7 minutes 30 est bien connu par l'exploitant et l'agent de maintenance en grande hauteur interrogé. Néanmoins, cet agent n'a pas réalisé d'exercice d'évacuation, permettant d'évaluer son délai de mise en oeuvre.</p> <p>Par courrier transmis en date du 12/12/2022, l'exploitant a fourni les éléments complémentaires correctifs suivants: lors de la formation de recyclage annuelle ou initiale délivrée par la société ABCYSS, le compte-rendu de formation acte les temps d'évacuation testés en conditions réelles pour vérifier qu'ils sont compatibles avec le temps d'évacuation de 7 minutes 30 secondes. Lors de la session réalisée en date du 16/11/22, les temps d'évacuation sont relevés entre 1 min 55s et 3 min 10s et donc compatibles en zone automatisée.</p>
<p>Observation n°8:</p> <p>L'exploitant devra vérifier ces temps d'évacuation pour l'ensemble du pannel des personnels identifié sur la zone automatisée (y compris pour le personnel intervenant au sol). Réponse attendue sous 1 mois.</p>
<p>Observation n°9:</p> <p>Ces données doivent être clairement délivrées et testées pour un peronne extérieure susceptible d'intervenir en zone automatisée (au préalable d'une intervention), lors de la rédaction du PDP.</p>
Type de suites proposées : Sans suites.
Proposition de suites : Sans Objet

Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2018, article 7 (7.3.2.5.2)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui, le 07/07/22
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chacun des palettiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le système de stockage étant totalement automatisé, aucune personne ne doit être présente de manière permanente • la présence de personnel doit être limitée à des opérations de maintenance • en cas d'opération de maintenance : • l'information est transmise au poste de garde • l'exploitation dans ces cellules est à l'arrêt • à minima 2 personnes sont nécessaires, une, en intervention dans le palettier et une autre, chargée des secours et n'intervenant pas • le personnel susceptible d'intervenir dans ces cellules doit être formé et soumis à une sensibilisation à la sécurité incendie spécifique à l'intervention dans un palettier afin d'assurer des temps d'évacuation inférieurs à 7 min et 30 secondes. Une formation de descente en rappel est obligatoire. • Le processus d'évacuation et de formation du personnel de maintenance sera décrit dans la fiche de poste des agents en charge de la maintenance et reporté dans le document unique • Le temps d'évacuation prescrit ci-dessus est consigné dans un registre de sécurité afin de s'assurer du respect de ce dernier ainsi que chacune des opérations de maintenance • toute modification des palettiers susceptible de remettre en cause le temps d'évacuation du personnel défini dans les différentes études visées par le présent arrêté doit être soumis à l'avis de l'inspection des installations.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°3 (constat établi le 07/07/2022) : L'ensemble des personnels listés en tant "qu'agent auto" n'a pas été formé à la notion d'évacuation (session du 23/05/22).</p> <p>Par courrier transmis en date du 12/12/2022, l'exploitant a fourni les éléments complémentaires correctifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan d'action correctif mis en place (cf non-conformité n°2 établie le 07/07/23), - la sensibilisation grande hauteur a été réalisée le 23/08/2022 à l'ensemble du personnel de nuit.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans Objet

Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2018, article 7 (7.3.2.5.2)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à certaines cellules (cas des palettiers 4 et 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui, le 07/07/22
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chacun des palettiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le système de stockage étant totalement automatisé, aucune personne ne doit être présente de manière permanente • la présence de personnel doit être limitée à des opérations de maintenance • en cas d'opération de maintenance : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'information est transmise au poste de garde ◦ l'exploitation dans ces cellules est à l'arrêt ◦ à minima 2 personnes sont nécessaires, une, en intervention dans le palettier et une autre, chargée des secours et n'intervenant pas • le personnel susceptible d'intervenir dans ces cellules doit être formé et soumis à une sensibilisation à la sécurité incendie spécifique à l'intervention dans un palettier afin d'assurer des temps d'évacuation inférieurs à 7 min et 30 secondes. Une formation de descente en rappel est obligatoire. • Le processus d'évacuation et de formation du personnel de maintenance sera décrit dans la fiche de poste des agents en charge de la maintenance et reporté dans le document unique • Le temps d'évacuation prescrit ci-dessus est consigné dans un registre de sécurité afin de s'assurer du respect de ce dernier ainsi que chacune des opérations de maintenance • toute modification des palettiers susceptible de remettre en cause le temps d'évacuation du personnel défini dans les différentes études visées par le présent arrêté doit être soumis à l'avis de l'inspection des installations.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°4 (établie le 07/07/2022): la formation de descente en rappel n'existe pas. Cette technique n'est pas utilisée par l'exploitant en cas d'évacuation.</p> <p>Par courrier transmis en date du 12/12/2022, l'exploitant a fourni les arguments techniques indiquant que ce mode de descente n'est pas adapté à ce type d'installation. Il sollicite la mise à jour de son arrêté préfectoral sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Modifications de prescriptions

Moyens de secours
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui, le 07/07/22
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Ecran de protection au rayonnement thermique : [...]</p> <p>L'alimentation en eau s'effectue grâce à une réserve spécifique de 1800 m³ en une seule cuve aérienne.</p> <p>La mise en pression de 10 bars de cette eau est assurée par une motopompe de puissance unitaire de 270 m3/h qui doivent être à même de fonctionner en cas de perte de l'alimentation électrique du site.</p> <p>Le dispositif est dimensionné pour contenir la zone d'effets thermiques supérieures ou égale à 5 kW/m² à l'intérieur des limites du site et minimiser celle des effets thermiques supérieures ou égale à 3 kW/m².</p> <p>Ce dispositif est déclenché de manière manuelle (commande à implanter en dehors des zones d'effets thermiques supérieures ou égale à 3 kW/m²) et automatique (rupture d'un câble thermofusible implanté sur la façade Est des palettiers).</p> <p>L'exploitant, qui s'assure du bon fonctionnement de ce dispositif à tout instant, met à minima en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ un essai hebdomadaire et un entretien annuel des groupes motopompes ; ◦ des contrôles réguliers des niveaux des réserves d'eau, de gazole et des batteries ; ◦ une vérification périodique de l'état des câbles thermofusibles ; ◦ un entretien triennal des sources ; ◦ l'intervention périodique d'un organisme agréé. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des suivis mis en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°8 (établie le 07/07/23): L'exploitant a joint par courrier électronique en date du 30/09/2022:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport entretien SCAPARTOIS tilloy les mofflaines brumisateurs 2020 - Rapport entretien SCAPARTOIS tilloy les mofflaines brumisateurs 2019 <p>Ces documents ne sont pas formellement signés des différentes parties.</p> <p>Par courrier complémentaire transmis en date du 25 janvier 2023, l'exploitant a joint les rapports d'entretien signés.</p> <p>Observation n°9 (établie le 07/07/22):</p> <p>Concernant la commande manuelle du local motopompes pour l'écran de brumisation, l'exploitant a indiqué à l'inspection par courrier électronique en date du 30/09/2022:</p> <p>=> Le système de brumisation peut se déclencher de 3 manières :</p> <ul style="list-style-type: none"> -> câble thermique situé sur la façade des palettes, -> commande mécanique à l'intérieur du local, -> commande mécanique à l'extérieur de la façade du local.

L'exploitant complètera sa réponse sur plan comportant les informations suivantes:


- zones d'effets thermiques modélisées dans l'étude de dangers,
- plan d'implantation du local concerné

et report de ces informations au sein du POI de l'établissement.

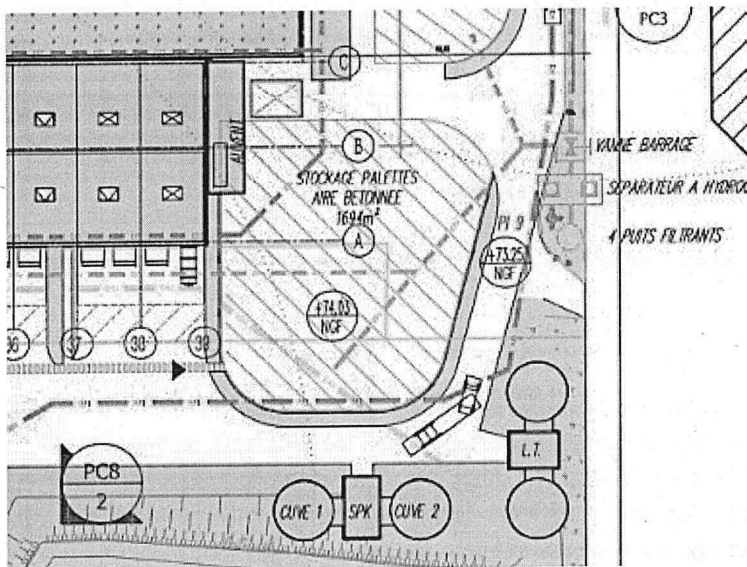
Par courrier complémentaire en date du 25 janvier 2023, l'exploitant a transmis les éléments supplémentaires suivants: la commande manuelle est située au delà de 75 m par rapport au centre de modélisation de l'incendie de cellule du Palettier 5 (évalué dans l'étude de dangers). Après vérification sur vue aérienne, l'angle du palettier 5 est à environ 55 mètres de la commande manuelle (soit correspondant à une zone 3kW/m^2).

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

Gestion des déchets sur le site
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2018, article 4, article 4.1
Thème(s) : Conformité au dossier d'autorisation / Zone extérieure de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans :</p> <p>[...]</p> <p>- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter référencé "BET381" transmis en Préfecture du Pas-de-Calais le 10/08/2015;</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Une zone extérieure de déchets comprenant une zone de stockage de palettes bois, des bâles de cartons compactées, des bâles de plastiques compactées, bennes de déchets est présente à proximité du palettière 5 et du quai n°13 ainsi que des cuves d'eau du site. Cette zone apparaît surchargée, et pouvant présenter des risques d'effets dominos en cas d'incendie sur les installations internes (bâtiments de stockage ou moyens de secours):</p>

<p>Par courrier électronique en date du 24 avril 2023, l'exploitant a transmis les éléments complémentaires suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - volume de palette stocké maximal autorisé est de 1600 m³ (Rubrique 1532 de notre arrêté préfectoral) - transmission du fichier d'inventaire du stock de palette dans notre cour emballage réalisé chaque jour ("Flux des palettes dans la cour + conv m3.xlsx"). La colonne "F" reprend la conversion en m3 du nombre de palettes. Le volume de palette stockée n'atteint pas les 1600 m³ autorisé.

Le lieu prévu pour le stockage de ce flux de palette est une aire bétonnée de 1694 m² à côté de la cellule 13 (Voir extrait de plan ci-après) :



==> L'espace pour le stockage de ces palettes est donc suffisant à leur stockage en îlot.

Nous avons cependant constaté lors de votre visite que des îlots de palettes de plusieurs mètres de hauteur étaient constitués ce qui pourrait constituer un risque pour nos réserves d'eau sprinkler en cas d'incendie.

Les raisons de ce stockage en hauteur sont multiples :

- Volumes d'emballage important repris le week-end et notamment le samedi en magasin en l'absence des équipes pour traiter le tri.
- Pas d'injection de palettes vides dans nos différents circuits logistiques le week-end (Automatisation, préparation éclatement, prestataires)
- Consignes de stockage parfois mal respectées par les caristes de la cour d'emballage.

Nous mettons en place les pistes de réflexions et actions suivantes :

- Réflexion pour sensibilisation des magasins afin de lisser les reprises d'emballages sur la semaine et éviter les "pics" de reprise en fin de semaine.
- Sensibilisation de l'ensemble des caristes des emballages pour le respect des hauteurs de stockage en masse.

Observation n°10:

A l'issue de la présente visite d'inspection, l'exploitant doit revoir les aspects suivants:

- délimitation exacte de la zone 1642 m². Le plan transmis ne fait pas apparaître cette zone clairement;
- cette zone de stockage extérieur apparaît largement élargie en termes d'utilisation (cf photo aérienne et constatée en date du 17/04/23, la réponse en date du 24 avril 23 apparaît donc insuffisante;
- cette zone de stockage extérieur élargie constatée le 17/04/23 ne comprend pas uniquement que

des palettes (présence de bâles de cartons, bâles de plastiques, bennes déchets, etc).

A l'issue de la présente visite d'inspection, il convient donc:

- de revoir le calibrage de cette zone en termes de quantité, nature de stockage et localisation de l'emplacement (en lien avec l'arrêté préfectoral d'autorisation du site),
- dimensions de l'emplacement (surface au sol et hauteur maximale de stockage) pour les différentes matières,
- vérifier les impacts en cas d'incendie sur cette zone sur les installations du site (absence d'effets dominos 8kW/m^2 sur les installations du site), via une révision de son analyse de risques (cf étude de dangers). En l'état, l'étude de dangers ne retient pas ce scénario dans l'étude détaillée des risques.

Réponse attendue sous 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet